

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpres.html>)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 856

8 novembre 2004

SOMMAIRE

Page

M. Bush tient sa première conférence de presse après sa réélection (Il affirme que tous les pays ont intérêt à lutter contre le terrorisme.) (650)	1
M. Powell donne un iftar en l'honneur de musulmans de divers pays (Les propos du secrétaire d'Etat à cette occasion) (480)	1
Les E.-U. condamnent les bombardements aériens en Côte d'Ivoire (Texte du communiqué du département d'Etat) (240)	2
Des responsables politiques ivoiriens étudient le modèle américain de modération (Ils ont observé dans trois villes américaines la campagne électorale et le déroulement du scrutin.) (1190)	2
Le Darfour risque de plonger dans l'anarchie (Le Conseil de sécurité veut inverser la tendance) (810)	3
Darfour: les E.-U. s'inquiètent de l'expulsion de personnes déplacées (Communiqué du département d'Etat) (460)	4
La déclaration de M. Powell à l'occasion de la Semaine de l'éducation internationale 2005 (La SEI se déroulera du 15 au 19 novembre) (700)	4
Les études africaines sont en plein essor dans les universités américaines (Propos d'un ancien ambassadeur des Etats-Unis en Ethiopie) (1040)	5
La MCC obtient des résultats avant même d'avoir accordé la moindre aide (Le nouvel organisme d'aide au développement du gouvernement Bush) (240)	6
Afrique du Sud: la confiance des investisseurs américains reste faible (Opinion d'un ancien haut responsable américain, M. Walter Kansteiner) (660)	6

Les immigrés africains ont une influence politique aux Etats-Unis (Propos de M. David Shinn, ancien ambassadeur en Ethiopie) (730)	7
"Hoops4Africa" va lancer une campagne de prévention du sida en Afrique (Cette association a fait appel à de célèbres basketteurs américains à cet effet.) (750)	7
Une musulmane aide des Camerounais à comprendre l'islam aux E.-U. (Asma Hasan tente de corriger les fausses idées reçues.) (550)	8

AFI401 11/04/2004

M. Bush tient sa première conférence de presse après sa réélection

(Il affirme que tous les pays ont intérêt à lutter contre le terrorisme.) (650)

Par Steve Kaufman

Rédacteur du "Washington File"

Au lendemain de sa victoire électorale, le président Bush a invité les chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier à coopérer à la lutte contre le terrorisme.

Lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 4 novembre, M. Bush a déclaré qu'il chercherait à coopérer avec les amis et alliés des Etats-Unis, y compris l'Union européenne et l'OTAN, afin de "promouvoir le développement et le progrès, de vaincre les terroristes et d'encourager la liberté et la démocratie comme solutions de rechange à la tyrannie et à la terreur".

Il a admis que certaines des décisions qu'il avait prises au cours des quatre dernières années n'avaient pas été populaires partout dans le monde. Il a toutefois cité plusieurs dossiers sur lesquels il espérait coopérer avec les alliés des Etats-Unis, notamment le règlement du conflit israélo-palestinien, la lutte contre le sida, le Compte du millénaire et la réduction de la faim dans le monde.

Le président a affirmé qu'il allait continuer d'élaborer sa politique étrangère d'abord et avant tout en fonction des intérêts de sécurité des Etats-Unis, mais qu'il le ferait en expliquant mieux pourquoi il prenait telle ou telle décision.

"Quels que soient nos désaccords passés, a-t-il dit, nous avons un ennemi commun, nous avons tous le devoir de protéger nos peuples et de lutter contre les maladies, la faim et la pauvreté dans les régions en proie à des troubles à travers le monde."

Il a précisé que plus de 90 pays coopéraient avec les Etats-Unis à la lutte contre le terrorisme, notamment sur les plans de l'échange de renseignements et de la traduction en justice des terroristes. "C'est une vaste coalition, et nous allons continuer de la renforcer."

M. Bush a ensuite cité l'élection présidentielle qui venait de se dérouler en Afghanistan, alors que certains doutaient qu'elle puisse jamais avoir lieu. "En se rendant aux urnes par millions, a-t-il dit, les Afghans ont prouvé que notre gouvernement avait raison d'avoir confiance dans la capacité de la liberté de changer les habitudes des gens. Et ce sera certainement un élément fondamental de ma politique étrangère."

Il a également fait état de la paix entre Israël et les Palestiniens comme une condition essentielle de la paix dans le monde et rappelé qu'il était favorable à la création d'un Etat palestinien indépendant vivant en paix aux côtés d'Israël. "Je crois, a-t-il affirmé, qu'il est très important que nos amis israéliens aient un Etat palestinien pacifique à leurs frontières. Il est également très important que le peuple palestinien puisse envisager un avenir pacifique et radieux. C'est pourquoi j'ai articulé cette vision de coexistence pacifique de deux Etats."

Il a ajouté que ceux qui doutaient de la possibilité de propager la liberté et la démocratie au Moyen-Orient oeuvraient à l'encontre de la création d'un Etat palestinien. "Si vous ne croyez pas que les peuples peuvent être libres et se gouverner eux-mêmes, l'idée de deux Etats vivant en paix au Proche-Orient perd toute validité. Si vous voulez condamner un peuple à subir un système de gouvernement qui n'a pas fonctionné, alors vous n'obtiendrez jamais la paix."

Au sujet de l'Irak, M. Bush a précisé que les Etats-Unis continueraient d'oeuvrer avec le gouvernement du premier ministre Iyad Allaoui à l'organisation des élections et que 125.000 soldats

irakiens seraient formés à temps pour aider à renforcer la stabilité du pays.

"Pour que l'Irak devienne un pays libre, a-t-il fait remarquer, il faut vaincre ceux qui essaient de rendre impossibles les élections et d'empêcher une société libre de naître. M. Allaoui et son gouvernement en sont parfaitement conscients et coopèrent avec nos généraux sur le terrain dans ce but."

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI501 11/05/2004

M. Powell donne un iftar en l'honneur de musulmans de divers pays

(Les propos du secrétaire d'Etat à cette occasion) (480)

Le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, a accueilli des étudiants, des professionnels, des religieux et des diplomates musulmans de divers pays à un iftar qu'il a donné le 4 novembre au département d'Etat. Les Etats-Unis, a-t-il dit, s'efforcent d'épouser l'esprit d'hospitalité et de compassion du ramadan.

"Tous les participants à un iftar sont accueillis dans un esprit de fraternité. De même, les Etats-Unis sont ouverts à tous et accueillent tout le monde, comme on peut le constater de nos jours dans la diversité et la prospérité de la communauté musulmane des Etats-Unis", a-t-il déclaré à ses invités.

Le secrétaire d'Etat a évoqué les nouvelles mesures de sécurité qui créaient des inconvénients pour de nombreuses personnes désireuses de se rendre aux Etats-Unis. Toutefois, a-t-il ajouté, "je tiens à vous donner l'assurance, à vous tous qui êtes ici présents et à tous ceux qui entendront ces paroles, que nous faisons tout notre possible pour veiller à établir un bon équilibre entre notre sécurité et notre ouverture au monde extérieur".

M. Powell a parlé des nombreuses mesures prises par les Etats-Unis pour jouer un rôle utile dans le monde musulman. Il a fait état de l'engagement de l'armée des Etats-Unis à protéger les populations musulmanes et à leur venir en aide en Afrique, dans les Balkans et au Moyen-Orient, ainsi qu'à mettre fin aux régimes tyranniques de l'Afghanistan et de l'Irak.

Il a également rappelé que le président Bush était en faveur de la création d'un Etat indépendant en Palestine et il a réaffirmé la résolution du président d'oeuvrer en faveur de la paix au Proche-Orient.

M. Powell a aussi souligné que les Etats-Unis encourageaient tous ceux qui, au sein du monde musulman, cherchaient à promouvoir la liberté et la démocratie et qu'ils leur apportaient un soutien. "Nous sommes convaincus, a-t-il dit, que les réformes seront couronnées de succès car la liberté et la démocratie sont de puissantes valeurs universelles et non pas seulement des valeurs occidentales ou américaines."

A cet égard, il a cité plusieurs programmes liés au nouveau Forum de l'avenir du groupe des Huit (G8) et à l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient du département d'Etat, qui offrent à des ressortissants de nombreux pays musulmans la possibilité de recevoir une formation universitaire et professionnelle.

"Certains dans le monde musulman disent de nombreuses choses désobligeantes, et erronées, au sujet des Etats-Unis, a-t-il dit. Je pense cependant que les faits parlent d'eux-mêmes. La vérité est que les Etats-Unis ne souhaitent du mal à personne (...) Ils seront aux côtés de ceux qui sont dans le besoin à travers le monde, quelle que soit leur race ou leur religion."

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI503 11/05/2004

Les E.-U. condamnent les bombardements aériens en Côte d'Ivoire

(Texte du communiqué du département d'Etat) (240)

Les Etats-Unis condamnent les récentes attaques aériennes sur la ville de Bouaké (Côte d'Ivoire) et demandent à toutes les parties de s'en tenir au processus de paix, a déclaré le porte-parole du département, M. Richard Boucher, le 4 novembre.

Nous donnons ci-dessous le texte de sa déclaration.

Département d'Etat des Etats-Unis

Bureau du porte-parole

Le 4 novembre 2004

Déclaration de M. Richard Boucher, porte-parole

Attaques sur Bouaké et aux alentours

Les Etats-Unis condamnent les attaques aériennes effectuées par un avion du gouvernement de la Côte d'Ivoire sur la ville de Bouaké et aux alentours. Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'attacher à apaiser les tensions qui ont atteint un niveau dangereux au cours des dernières semaines. Les Etats-Unis demandent à toutes les parties de poursuivre le processus de paix conformément aux engagements qu'elles ont pris dans les accords de Linas-Marcoussis, Accra III et autres, accords qui prévoient la mise en oeuvre de réformes par le truchement de la législature et le désarmement des anciens combattants.

Nous déplorons le fait que jusqu'à présent, les responsables politiques de toutes les parties n'aient pas su mettre le bien-être du peuple ivoirien au-dessus de leurs intérêts politiques. Ceux qui continuent de saper le processus de paix et cherchent à reprendre la guerre seront tenus pour responsables.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI402 11/04/2004

Des responsables politiques ivoiriens étudient le modèle américain de modération

(Ils ont observé dans trois villes américaines la campagne électorale et le déroulement du scrutin.) (1190)

Par Charles W. Corey

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Une délégation de responsables ivoiriens qui souhaitent transformer la Côte d'Ivoire en un pays où les partis politiques échangeront des idées, trouveront des compromis et parviendront à s'entendre dans l'intérêt de la nation, a effectué une tournée aux Etats-Unis du 24 octobre au 3 novembre.

Lors de l'interview qu'il a accordée au "Washington File", le ministre de la réconciliation nationale, M. Sébastien Dano, qui était à la tête de cette délégation, a fait état des aspirations des onze membres de sa délégation qui représentaient le gouvernement, les principaux partis politiques et des organisations non gouvernementales de la Côte d'Ivoire.

Soulignant que la Côte d'Ivoire était très diverse sur les plans culturel, ethnique et racial, M. Dano a indiqué que 26 % des habitants du pays étaient originaires d'autres Etats africains, d'Asie, d'Amérique et d'Europe et il a fait part de son aspiration à une Côte d'Ivoire multiculturelle, multiraciale et multiethnique, où tous les

groupes ethniques, dont le nombre atteint une centaine, s'uniraient dans un même creuset appelé nation.

Dans l'espoir que tous les Ivoiriens s'identifieront à cette nation, le gouvernement s'attache à élaborer des principes sur lesquels tout le monde puisse s'entendre, comme cela se fait aux Etats-Unis. M. Dano espère voir naître une Côte d'Ivoire "un peu américaine", où la diversité profitera à tous.

Faisant le bilan de ce qu'il avait appris durant la brève visite de la délégation à Washington, à New York et à Pittsburgh (Pennsylvanie), M. Théophile Koby, membre du conseil de direction du Parti démocratique de Côte d'Ivoire, a déclaré qu'il avait été heureux de pouvoir vivre l'expérience électorale américaine.

Il a pu voir comment la démocratie était pratiquée aux Etats-Unis et en tirer des leçons. Les Etats-Unis ont un régime fédéral, alors que la Côte d'Ivoire a un gouvernement centralisé, a-t-il dit. Les Etats-Unis sont riches, la Côte d'Ivoire l'est beaucoup moins. Il en a conclu que ces deux pays pouvaient s'entraider, notamment en échangeant leurs idées et leurs expériences vécues.

Un autre membre de la délégation, M. Alain Lobognon, secrétaire national chargé des communications pour les Forces Nouvelles, a déclaré que son pays traversait en ce moment une grave crise politique et qu'il était important que des pays tels que les Etats-Unis l'aident à sortir de cette crise.

En réponse à une question sur la possibilité que les partis politiques réussissent à aider le pays à surmonter ses difficultés, M. Anicet Gnanzi, secrétaire général de l'Union démocratique et citoyenne de Côte d'Ivoire (UDCY), a répondu que les partis politiques du pays devraient en effet jouer un rôle important à cet égard.

Premièrement, a-t-il dit, ils pourraient encourager les gens à retourner dans les régions contrôlées par le gouvernement et dans les zones sécurisées. Les partis politiques pourraient en effet s'attacher à organiser les gens et à les encourager à retourner sur leurs terres, parce que c'est là qu'on a le plus besoin d'eux. Ils doivent renouer avec leurs activités d'avant la crise.

M. Dano s'est déclaré entièrement d'accord à ce sujet. Il considère les partis politiques comme absolument indispensables à ce processus. C'est pour cette raison, a-t-il expliqué, que le gouvernement a créé un comité représentatif de tous les partis qui a pour mission de promouvoir la paix et la réconciliation.

Malheureusement, a-t-il déploré, il ne reste en Côte d'Ivoire qu'un an avant les élections et il s'ensuit que les partis politiques sont beaucoup plus préoccupés par l'issue de ce scrutin que par la réconciliation, ce qui ne facilite pas la tâche du comité.

Au sujet du rôle des femmes dans cette réconciliation nationale, Mme Zoko Huguette Roude, présidente de Lomou Assoho, une ONG vouée à la promotion du rôle des femmes dans le règlement des conflits, a déclaré que les Ivoiriennes pouvaient ajouter un brin "d'amour" au processus de prise de décisions.

A l'heure actuelle, les Ivoiriennes jouent un rôle fondamental sur le plan économique, mais l'instabilité mène à la fermeture d'usines, à la fuite de capitaux et au chômage, a-t-elle rappelé. Que ce soit dans les zones rurales ou dans les foyers, les femmes jouent un rôle clé. Au sujet de ce qu'il avait observé durant la campagne électorale américaine, M. Lobognon a déclaré qu'il avait regardé les débats présidentiels et vice-présidentiel et qu'il avait été particulièrement impressionné par l'absence d'agressivité entre les candidats.

Quant à M. Beh Diabate, secrétaire adjoint du Front populaire ivoirien, il a déclaré que l'Afrique lui avait semblé absente de ces élections. Il a regardé de nombreuses émissions sur diverses chaînes de télévision, mais n'a jamais entendu le mot "Afrique". On parlait

beaucoup des Etats-Unis et de l'Irak, mais pas de l'Afrique, a-t-il dit.

Un autre membre de la délégation, M. Didier Koffi, conseiller technique auprès du ministre de la réconciliation nationale, a déclaré qu'il n'avait pas vu d'affiches ni de réunions politiques. Il lui a semblé que le processus électoral aux Etats-Unis était discret, à tel point qu'il y avait peu de signes extérieurs d'une campagne électorale. Il a comparé cela à la situation en Côte d'Ivoire où, selon lui, il y a beaucoup de rassemblements politiques dans la rue, mais a conclu que la façon plus discrète d'orchestrer la campagne électorale aux Etats-Unis expliquait peut-être le fait qu'on y enregistrait moins de tensions.

Ce qui a le plus impressionné M. Koby, c'est l'impartialité des journalistes qui couvrent la campagne électorale. Selon lui, la presse couvre les deux grands partis de la même façon, ce qui est la preuve que le gouvernement et l'Etat n'influencent pas les médias. M. Bakary Sinan, secrétaire général du Mouvement des forces d'avenir (MFA), a déclaré que, dès son arrivée aux Etats-Unis, il avait remarqué que les Américains étaient très préoccupés de leur image à l'étranger. Venaient ensuite l'économie, la santé et la sécurité du territoire. Il lui a semblé que les Américains allaient choisir un candidat en fonction de ce qui se passait en Irak, alors qu'en République de Côte d'Ivoire, les choix étaient dictés par les questions de politique nationale.

Quant à Mme Roude, elle a indiqué que, en tant que femme, elle aimerait en savoir plus sur le rôle des Américaines dans la vie politique. Elle a eu l'impression qu'il n'y avait pas beaucoup de femmes dans les organisations politiques américaines. Certes elle a vu les épouses des candidats, mais elle s'est demandée si les femmes étaient ailleurs, précisant que dans son pays elles prenaient des décisions à tous les niveaux.

La délégation a participé à plusieurs réunions à Washington avant de se rendre à l'Organisation des Nations unies à New York. De là elle est allée à Pittsburgh (Pennsylvanie), où elle a pu suivre directement le déroulement du scrutin du 2 novembre.

Ce programme, axé sur l'art de la négociation dans le processus politique des Etats-Unis, était parrainé par le Bureau de l'éducation et des affaires culturelles du département d'Etat des Etats-Unis.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI504 11/05/2004

Le Darfour risque de plonger dans l'anarchie

(Le Conseil de sécurité veut inverser la tendance) (810)

Par Judy Aïta

Correspondante du "Washington File"

Nations unies - Avertissant que le Darfour risquait de sombrer dans l'anarchie, l'envoyé spécial des Nations unies au Soudan, M. Jan Pronk, a affirmé, le 4 novembre, que la réunion extraordinaire du Conseil de sécurité qui se tiendra à Nairobi (Kenya) devait absolument influencer les conditions sur le terrain.

M. Jan Pronk a déclaré au Conseil de sécurité: "Le Darfour pourrait facilement basculer dans l'anarchie. On assisterait alors à un effondrement total de la loi et de l'ordre. Personne ne contrôle vraiment la situation. J'appelle cela de l'anarchie. Les Djandjawids prétendent maîtriser toute la zone et les commandants du Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM) visent Khartoum."

Le gouvernement ne contrôle pas complètement ses propres forces, et il ne peut pas compter non plus sur l'obéissance des milices

arabes. Les distinctions entre l'armée, les groupes paramilitaires et la police sont de plus en plus floues.

Il y a également une crise au niveau de la direction des mouvements rebelles et des dissensions au sein des groupes, et les responsables politiques sont de plus en plus incapables de contrôler leurs forces sur le terrain.

Affirmant que le Darfour pourrait bientôt être dirigé par des "chefs de guerre", M. Pronk a déclaré que les commandants rebelles "provoquaient leurs adversaires en volant, en prenant des otages et en tuant. Certains semblent même agir à leur propre compte. Ils contrôlent désormais tant de territoire qu'ils ont le choix: ils peuvent soit prendre la responsabilité des besoins des habitants et devenir des dirigeants politiques, soit s'attaquer aux civils se trouvant sous leur férule."

Les combats se multiplient, et les parties ne cessent de s'entre-provoquer. Si cette tendance négative n'est pas inversée, a affirmé M. Pronk, elle mène tout droit au désastre.

Le Conseil de sécurité doit clairement signifier aux groupes rebelles "que leur statut de rebelles ne les exempte pas de leurs obligations morales à l'égard de leur peuple. Bien au contraire. En tant que chefs politiques, ils sont tout autant responsables de la protection des civils que le gouvernement du Soudan."

M. Pronk a ensuite proposé une approche en trois phases. Premièrement, déployer rapidement dans la région une large force de l'Union africaine (UA) qui servira de tampon entre les groupes. Deuxièmement, accélérer toutes les négociations de paix. Troisièmement, tenir tous les dirigeants politiques, officiels ou non, pour responsables de leurs actes.

Certes la force de l'UA, forte de 5.000 hommes, est en cours de déploiement, mais il faut accélérer le mouvement afin que ces troupes puissent occuper rapidement les zones les plus instables avant qu'elles n'exploient.

"La communauté internationale a le devoir d'envisager d'autres actions si celles qui ont été entreprises jusqu'à présent se révèlent insuffisantes."

Le représentant permanent des Etats-Unis à l'ONU, M. John Danforth, qui préside le Conseil pendant le mois de novembre, a diffusé un communiqué de presse exprimant "la profonde inquiétude du Conseil au sujet de la détérioration de la situation au Soudan et tout particulièrement au Darfour. Les membres du Conseil s'associent au secrétaire général pour condamner dans les termes les plus fermes la réinstallation forcée des personnes déplacées."

Le Conseil demande également de nouveau au gouvernement du Soudan de cesser la réinstallation forcée de civils, de renvoyer chez eux ceux qui ont été déplacés, et de permettre aux agents humanitaires d'accéder immédiatement à tous les camps, a déclaré M. Danforth.

Le 19 et 20 novembre, le Conseil de sécurité se réunira à Nairobi, où des pourparlers sont en cours pour tenter de régler la guerre civile prolongée dans le sud du Soudan. Le Darfour sera également à l'ordre du jour du Conseil. Il discutera de ces dossiers avec des représentants de diverses organisations et entités régionales, notamment l'Union africaine, qui a une mission d'observation du cessez-le-feu au Darfour; l'Autorité intergouvernementale de développement, qui supervise les pourparlers de paix sur le sud du Soudan; le gouvernement du Soudan; et le Mouvement de libération du peuple soudanais.

Le Conseil essaie en outre de finaliser une résolution, qui serait adoptée à Nairobi, et qui affirme "le maintien de l'engagement de la communauté internationale au Soudan, en supposant qu'il y aura un accord de paix".

"Nous entendons proposer deux choses, a déclaré M. Danforth. Premièrement, les divers groupes ne tireront aucun avantage de tout attermoiement. C'est l'aspect bâton du processus. Mais nous voulons également proposer une "carotte", à savoir l'assurance que la communauté internationale restera engagée dans l'avenir du Soudan s'il y a la paix."

"Les négociations s'éternisent. Il paraît qu'il reste une seule question à régler. Je ne comprends donc pas pourquoi le dossier ne peut pas être bouclé. Nous espérons que les deux parties s'entendront rapidement dans l'intérêt de l'ensemble du pays, y compris du Darfour."

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI301 11/03/2004

Darfour: les E.-U. s'inquiètent de l'expulsion de personnes déplacées

(Communiqué du département d'Etat) (460)

Dans un communiqué diffusé le 3 novembre, les Etats-Unis ont exprimé leur inquiétude au sujet de l'expulsion par le gouvernement soudanais de personnes déplacées qui se trouvaient dans un camp du Darfour-Sud. De plus, le personnel humanitaire n'avait pas été autorisé à venir en aide à ces personnes.

Nous donnons ci-après le texte du communiqué du département d'Etat.

Département d'Etat des Etats-Unis

Bureau du porte-parole

Le 3 novembre 2004

Déclaration de M. Richard Boucher, porte-parole, au sujet de l'expulsion de personnes déplacées du camp d'Al Geer, dans le Darfour-Sud

Les Etats-Unis soutiennent fermement le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies lorsqu'il exprime ses profondes inquiétudes au sujet d'informations faisant état de mesures prises par le gouvernement soudanais pour forcer des personnes déplacées rassemblées dans un camp installé dans le village d'Al Geer (Darfour-Sud) à partir et pour empêcher la distribution de toute aide humanitaire dans ces camps. Ces départs forcés vont directement à l'encontre des principes directeurs de l'ONU sur le déplacement interne et constitue une violation des résolutions 1556 et 1564 du Conseil de sécurité. Ils sont aussi contraires à l'accord négocié entre le gouvernement soudanais, l'ONU et l'Organisation internationale pour les migrations sur la nécessité de faire en sorte que les retours soient volontaires. Nous demandons au gouvernement soudanais de cesser la réinstallation forcée de civils, de retirer les forces qui entourent d'autres camps et d'autoriser sans tarder le personnel humanitaire à avoir accès aux camps.

Les Etats-Unis s'associent à la communauté internationale pour déclarer que le gouvernement soudanais est responsable de ces violations et exigent le retour immédiat de toutes les personnes expulsées d'Al Geer. Nous demandons également à l'ONU, aux organisations internationales et à l'Union africaine de veiller à la sécurité des personnes déplacées et au retrait des forces gouvernementales.

Les Etats-Unis demeurent très préoccupés de la sécurité des civils au Darfour. Le récent enlèvement de 18 otages par les rebelles du Darfour est également inquiétant, de même que la mobilisation de milliers de milices arabes dans des régions du Darfour-Ouest et du Darfour-Sud. Ces deux faits indiquent que les parties au conflit ne prennent pas le rétablissement de la paix au sérieux. Nous

exhortons toutes les parties à renoncer immédiatement à la violence conformément à l'accord de cessez-le-feu signé le 8 avril dernier à N'djamena et à soutenir la mission de l'Union africaine au Soudan, qui a pour objectif d'instaurer la paix et la sécurité au Darfour. Nous exhortons en outre toutes les parties à signer rapidement les accords sur l'aide humanitaire et la sécurité qui seront l'objet des pourparlers organisés à Abuja (Nigeria) sous l'égide de l'Union africaine.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI505 11/05/2004

La déclaration de M. Powell à l'occasion de la Semaine de l'éducation internationale 2005

(La SEI se déroulera du 15 au 19 novembre) (700)

A l'occasion de la célébration mondiale de la Semaine de l'éducation internationale (SEI), le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, a souligné l'importance des échanges éducatifs dans le monde ainsi que l'ouverture des Etats-Unis aux étudiants et aux professeurs étrangers qui souhaiteraient participer à de tels programmes.

Dans une déclaration publiée le 15 octobre, M. Powell a déclaré notamment: "Tout au long de l'histoire de notre pays, l'esprit d'ouverture n'a cessé d'enrichir notre démocratie, notre culture, notre économie et notre société." Il a salué notamment les liens d'amitié et d'association qui se sont tissés grâce aux échanges éducatifs et qui ont joué un rôle important dans le développement de la compréhension et de l'entente entre les nations.

M. Powell a également encouragé les étudiants américains à suivre des programmes d'étude à l'étranger: "Plus nous approfondirons notre connaissance des autres, plus nous nous comprendrons, et plus nous avancerons efficacement vers la création d'un monde fait de citoyens universels et meilleures seront nos chances de parvenir à la paix en ce monde toujours plus interdépendant."

Le département d'Etat et le ministère de l'éducation des Etats-Unis ont ensemble créé un site d'internet contenant des informations complètes en anglais sur la SEI: <http://exchanges.state.gov/iew/>.

On trouvera ci-après le texte de la déclaration de M. Powell:

Le département d'Etat se réjouit de collaborer avec le ministère de l'éducation à la célébration, du 15 au 19 novembre 2004, de la cinquième édition annuelle de la Semaine de l'éducation internationale (SEI). Célébrée mondialement, la SEI offre l'occasion de souligner les avantages de l'éducation et des échanges au plan international, de féliciter les étudiants et les professeurs étrangers qui travaillent et enseignent dans notre pays, et de remercier les millions de personnes qui tissent et renforcent les liens de la compréhension internationale en organisant des programmes d'échanges et en y participant.

Tout au long de l'histoire de notre pays, l'esprit d'ouverture n'a cessé d'enrichir notre démocratie, notre culture, notre économie et notre société. Les établissements d'enseignement américains attirent de futurs dirigeants talentueux du monde entier. Les étudiants et professeurs étrangers profitent de leurs contacts avec notre société et avec nos institutions académiques; réciproquement, nous tirons d'immenses profits de leur présence dans notre société car ils aident nos citoyens à développer des connaissances et l'esprit de compréhension qui enrichissent nos vies, favorisent la coopération internationale, renforcent notre sécurité nationale et stimulent notre capacité concurrentielle économique.

La solution des problèmes qui assaillent tous les pays du monde en ce XXI^e siècle exige un niveau sans précédent de compréhension et de coopération parmi les nations et entre les dirigeants dans tous les domaines. Les partenariats professionnels et les solides amitiés qui résultent des échanges éducatifs contribuent à établir les fondements de la compréhension et d'associations durables. Ces associations revêtent une grande importance en vue d'un avenir sûr et prospère non seulement pour les Etats-Unis, mais aussi pour le monde entier.

Nous sommes très fiers du fait que plus de deux cents anciens participants aux programmes d'échanges internationaux du département d'Etat aient accédé aux plus hautes fonctions d'un Etat ou d'un gouvernement et nous reconnaissons les contributions des professeurs de langue et de tous les enseignants à la compréhension entre les personnes au niveau individuel. Je suis persuadé que les dirigeants de demain se trouvent parmi les milliers d'hommes et de femmes qui participeront cette année à des programmes organisés tant par le gouvernement américain que sous le parrainage du secteur privé. Nous serons heureux d'accueillir ces participants dans notre pays tout en encourageant davantage de nos jeunes à suivre des programmes d'études à l'étranger.

Nous vous invitons à vous joindre à cette célébration et à nous faire part de vos activités dans le cadre de la Semaine de l'éducation internationale sur notre site d'internet, <http://exchanges.state.gov/iew/>. Plus nous approfondirons notre connaissance des autres, plus nous nous comprendrons, plus nous avancerons efficacement vers la création d'un monde fait de citoyens universels et meilleures seront nos chances de parvenir à la paix en ce monde toujours plus interdépendant.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI302 11/03/2004

Les études africaines sont en plein essor dans les universités américaines

(Propos d'un ancien ambassadeur des Etats-Unis en Ethiopie) (1040)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - "Les étudiants pensent que l'Afrique est un continent fascinant à étudier", et, grâce à la vitalité des études africaines dans les grandes universités des Etats-Unis, de plus en plus d'Américains se familiarisent avec un continent qui est en train de prendre une place croissante dans les intérêts stratégiques du pays.

C'est ce qu'a affirmé M. David Shinn, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Ethiopie et actuellement professeur de sciences politiques à l'université George Washington, lors du discours qu'il a prononcé le 27 octobre à l'université de la Virginie occidentale qui venait de créer la chaire Robert Maxon d'étude de l'histoire africaine.

Le professeur Robert Maxon était un pionnier des études africaines, a rappelé M. Shinn. Il avait consacré ses recherches à la période coloniale en Afrique orientale, en portant une attention particulière au Kenya. "Non content d'enseigner plusieurs cours sur l'Afrique orientale et l'histoire africaine, il a dirigé plusieurs thèses de doctorat."

M. Shinn a ajouté que la nouvelle chaire Robert Maxon était une "étape importante" dans le développement des études africaines, non seulement à l'université de la Virginie occidentale, mais aussi dans plusieurs autres établissements du pays. Diverses universités,

en effet, de Harvard à Stanford, sont en train de renforcer leur département d'études africaines et de lui consacrer plus de personnel.

"Presque toutes les grandes universités américaines offrent maintenant plusieurs cours sur l'Afrique, même si elles n'ont pas encore créé un programme complet d'études africaines. L'"African Studies Association" (Association d'études africaines), forte de 2.500 membres (particuliers et institutions), est florissante."

Or cela n'a pas toujours été le cas, a expliqué M. Shinn. Certes l'intérêt des Américains pour l'Afrique a connu une forte poussée dans les années 1960 après que plusieurs pays eurent accédé à l'indépendance, mais "dès les années 1970, lorsque les coups d'Etat, les famines et les dictatures sont devenues monnaie courante dans le continent, cet élan a stoppé net. Les programmes d'études africaines ont également commencé à connaître des difficultés".

"Cependant, ils ont survécu et parfois même pris de l'importance. Les programmes les plus anciens, notamment ceux de l'université Northwestern, de l'université de la Californie à Los Angeles, de l'université de l'Indiana, de l'université Howard, de l'université de la Floride et de l'université de l'Etat du Michigan continuent de prospérer."

M. Shinn a ensuite cité plusieurs exemples à cet égard:

- au cours des six dernières années, le nombre de professeurs et de chargés de cours du département d'études africaines de l'université de Princeton est passé de 12 à 20;

- le Centre d'études africaines de l'université Stanford a embauché 6 professeurs. L'université est également en train de prendre diverses initiatives pour financer des séjours d'étudiants en Afrique;

- l'université Harvard a donné une nouvelle ampleur à son département d'études afro-américaines en y ajoutant des études de langues africaines et en instituant un nouveau diplôme d'études africaines. Ce département compte désormais 25 professeurs et plus de 1.000 étudiants. Le président d'Harvard, M. Lawrence Summers, a déclaré au "New York Times" l'année dernière que son institution allait désormais s'attaquer aux études africaines avec la même énergie qu'elle avait dépensée pour les études asiatiques, latino-américaines et européennes;

- l'université Emory a créé son premier diplôme d'études africaines, et son Institut d'études africaines comprend 12 professeurs titulaires et 21 chargés de cours d'autres départements;

- le collège universitaire Barnard a embauché son premier professeur titulaire pour diriger le programme d'études panafricaines couvrant les domaines de l'histoire, de la littérature et de la culture;

- l'université de l'Arkansas à Pine Bluff a obtenu une subvention fédérale pour créer un diplôme secondaire d'études et de langues africaines;

- le collège universitaire de l'Etat de la Virginie occidentale a reçu un prix l'année dernière pour son programme TeleDrum qui porte sur la réalisation de documentaires en collaboration avec l'université de Dar-es-Salam.

M. Shinn a précisé que l'intérêt des Américains pour le continent africain avait été en partie suscité par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) qui avait tissé dans les années 1960 des liens entre des établissements d'agronomie et de sylviculture des Etats-Unis et de l'Afrique. L'université de la Virginie occidentale, notamment, avait alors participé à divers projets parrainés par l'USAID au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie.

"De nombreux professeurs de cette université ont enseigné et mené des recherches à l'université de Makerere en Ouganda ainsi qu'à l'université Moi et au collège Egerton au Kenya. Robert Maxon

était l'un de ceux qui ont enseigné à l'université Moi. De nombreux Africains de l'Est se sont inscrits en licence et en doctorat à l'université de la Virginie occidentale. Grâce aux efforts de son ancien doyen, M. Robert Munn, l'université a acquis une collection remarquable d'objets africains."

De plus, sa faculté d'histoire a "embauché un spécialiste de l'Afrique en 1969 et lui a remis le premier doctorat qu'elle ait décerné en 1974. Ensuite, 13 candidats au doctorat qui ont écrit leur thèse sur des sujets africains y ont obtenu leur diplôme."

M. Shinn, qui a passé 17 années en Afrique au cours des 37 années de sa carrière diplomatique, a expliqué qu'il avait commencé à s'intéresser à ce continent au début des années 1960, lorsqu'il était étudiant à l'université George Washington. Il a suivi ses études de troisième cycle à l'université Northwestern (programme d'études africaines) à la fin des années 1960 et est revenu à George Washington pour compléter ses études africaines à la fin des années 1970.

Il s'est déclaré particulièrement heureux de voir que cette université avait étendu son programme d'études africaines, précisant que l'Ecole Elliott d'affaires internationales et le département de sciences politiques avaient embauché leur premier spécialiste de l'Afrique à plein temps cette année afin d'aider plusieurs professeurs qui enseignaient au moins un cours sur l'Afrique.

Parmi les étudiants, l'intérêt pour l'Afrique augmente aussi, a ajouté M. Shinn. "Il est plus prononcé au niveau de la licence, où il n'est pas rare d'avoir 20 % des étudiants qui ont déjà eu des contacts directs avec ce continent. Certains y ont étudié pendant un semestre, d'autres y ont fait du tourisme, d'autres encore sont nés dans un pays africain."

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI403 11/04/2004

La MCC obtient des résultats avant même d'avoir accordé la moindre aide

(Le nouvel organisme d'aide au développement du gouvernement Bush) (240)

Selon le nouvel organisme d'aide à l'étranger du gouvernement Bush, la Société du compte du millénaire ("Millennium Challenge Corporation" ou MCC), des pays en développement mettent en œuvre des réformes pour pouvoir prétendre à son aide, alors même qu'il n'a pas encore commencé de procéder à la distribution de cette aide.

Dans le communiqué de presse qu'elle a diffusé le 2 novembre, la MCC indique que ses indicateurs relatifs à la réduction de la pauvreté ont incité un certain nombre d'Etats à prendre des mesures en vue de lutter contre la corruption et de favoriser l'esprit d'entreprise.

"La MCC obtient des résultats avant même d'avoir dépensé le moindre argent", souligne cet organisme dans son communiqué de presse.

Créée en janvier dernier, la MCC est chargée d'administrer le Compte du millénaire dont l'aide financière est réservée aux pays qui gouvernent avec justice, qui investissent dans les secteurs de l'enseignement et de la santé et qui créent un climat favorable à la croissance économique.

Un des premiers résultats cités par la MCC est la réduction importante, grâce à l'allègement de formalités administratives, du nombre de jours nécessaires à la création d'une entreprise dans certains pays en développement.

Plusieurs des 16 premiers pays candidats sélectionnés par la MCC en fonction de critères détaillés ont soumis des propositions de financement de projets qui sont actuellement à l'étude.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI303 11/03/2004

Afrique du Sud: la confiance des investisseurs américains reste faible

(Opinion d'un ancien haut responsable américain, M. Walter Kansteiner) (660)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Dix ans après la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud est une puissance économique dont le bilan commercial est excellent, mais sa réglementation excessive continue d'entraver les investissements directs des Etats-Unis, a déclaré M. Walter Kansteiner, ancien secrétaire d'Etat aux affaires africaines.

M. Kansteiner a participé, le 27 octobre, à un débat sur la situation en Afrique du Sud qu'avaient organisé une grande fondation, la "Henry J. Kaiser Family Foundation", et le Conseil des affaires étrangères. Les résultats d'un sondage d'opinion réalisé en Afrique du Sud à la demande de la Fondation Kaiser, du quotidien "The Washington Post" et de l'université Harvard ont également été diffusés à cette occasion.

Les entreprises américaines ont une très grande confiance dans les produits de l'Afrique du Sud, a-t-il dit. Celle-ci est le pays africain qui a probablement tiré le plus grand parti de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) en exportant ses produits en franchise de douane aux Etats-Unis.

L'ensemble des exportations de l'Afrique du Sud aux Etats-Unis a fortement augmenté pour passer de 4 milliards de dollars en 2002 à 4,6 milliards en 2003. Les entreprises américaines s'intéressent de plus en plus aux possibilités d'échanges commerciaux avec ce pays. M. Kansteiner a occupé les fonctions de secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines du gouvernement Bush, de 2001 à 2004, période pendant laquelle il a contribué à mettre en œuvre la politique axée sur le commerce et sur une croissance soutenue en Afrique que la plupart des spécialistes du développement et des dirigeants africains considèrent maintenant comme la meilleure solution pour réduire la pauvreté.

Il a ensuite repris ses activités dans le "Scowcroft Group", société d'experts-conseils qu'il avait contribué à créer plusieurs années auparavant. C'est là qu'il a consacré son énergie aux marchés naissants et qu'il s'est spécialisé dans le commerce de matières premières en Afrique. Il a attiré l'attention des médias lorsqu'il a conseillé des investisseurs lors de la privatisation de l'entreprise sud-africaine Telkom qui a rapporté à l'Etat sud-africain 1,3 milliard de dollars.

A l'heure actuelle, a-t-il dit, les possibilités d'investissements de portefeuille (actions et obligations) en Afrique du Sud sont très grandes. La Bourse de Johannesburg ainsi que le marché sud-africain des obligations bénéficient des apports de capitaux d'investisseurs européens et américains, ce qui représente un progrès important.

En revanche, les investissements directs étrangers n'augmentent guère dans ce pays. Même si la politique économique du parti au pouvoir, le Congrès national africain ou ANC, est favorable à l'économie de marché, les investisseurs américains sont encore hésitants car le gouvernement sud-africain ne s'est pas attaqué à

certaines problèmes en matière de réglementation, notamment en ce qui concerne les technologies de l'information.

En outre, l'idée de faire en sorte qu'un plus grand nombre de Noirs qui avaient été exclus du pouvoir économique pendant l'apartheid occupent des fonctions de cadre et de chef d'entreprise est problématique car elle n'est pas très bien définie, a indiqué M. Kansteiner. La plupart des investisseurs étrangers en comprennent la justification et n'y sont pas opposés, mais ils sont perplexes au sujet de son application et souhaitent que le gouvernement sud-africain en définisse mieux les modalités.

Pour ce qui est du Zimbabwe, où le gouvernement du président Robert Mugabe entrave de plus en plus la vie économique du pays, la situation qui y règne réduit la confiance des investisseurs américains dans toute l'Afrique australe.

En réponse à une question sur l'influence de l'Afrique du Sud sur le gouvernement zimbabwéen, M. Cameron Hume, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Pretoria, qui participait également à ce débat, s'est déclaré d'avis que le meilleur moyen pour le gouvernement sud-africain d'avoir une influence était de donner l'exemple dans les domaines de la réconciliation politique et des réformes économiques.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI201 11/02/2004

Les immigrés africains ont une influence politique aux Etats-Unis

(Propos de M. David Shinn, ancien ambassadeur en Ethiopie) (730)
Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File Staff"

Washington - L'observation minutieuse de la campagne électorale aux Etats-Unis révèle un phénomène intéressant, à savoir que les immigrés africains participent de plus en plus à la vie politique du pays. Ceux qui acquièrent la nationalité n'hésitent pas à exercer leur droit de vote ni à être candidat à une élection, a affirmé M. David Shinn, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Ethiopie, qui enseigne maintenant les sciences politiques à l'université George Washington.

Dans le discours qu'il a prononcé le 27 octobre à l'occasion de l'inauguration d'un nouveau programme d'histoire africaine à l'université de la Virginie occidentale, M. Shinn a fait état de l'augmentation importante du nombre d'immigrés venus d'Afrique. "Durant l'année budgétaire 2003, 49.000 Africains ont immigré aux Etats-Unis. De nombreuses villes américaines ont désormais une population non négligeable de Nigériens, de Ghanéens, de Kényans, d'Ethiopiens, de Somaliens et de Libériens.

"Au cours des 25 dernières années, les Etats-Unis ont accueilli de nombreux réfugiés d'Afrique, tout particulièrement de Somalie, d'Ethiopie, du Soudan, du Liberia et de Sierra Leone. Rien que durant l'année budgétaire 2004, 29.000, soit plus de la moitié, des réfugiés qui ont été accueillis aux Etats-Unis étaient des Africains." De plus en plus, a-t-il dit, "ces nouveaux arrivés exercent leur influence politique en période électorale. Certains de ces nouveaux citoyens se présentent d'ailleurs avec succès à des postes électifs." M. Shinn, qui a passé en Afrique 17 de ses 37 années de service diplomatique, a dit qu'il avait "vécu, que ce soit directement ou dans les milieux universitaires, l'espoir et aussi la déception suscités par l'évolution du continent africain." Malgré le conflit au Darfour, a-t-il cependant ajouté, "l'Afrique aujourd'hui est en meilleur état que ce que les médias nous laissent entendre. Les journalistes

tendent à souligner les famines, les conflits et les désastres. Si l'Afrique connaît plus que sa part de problèmes, elle remporte également des succès, et des tendances positives commencent à se dessiner sur le continent. L'Afrique est en outre en train de prendre une place importante dans la politique étrangère des Etats-Unis."

L'ancien ambassadeur a notamment souligné que l'Afrique subsaharienne avait acquis une nouvelle importance dans les intérêts stratégiques des Etats-Unis, puisqu'elle fournissait aujourd'hui près de 15 % des importations pétrolières des Etats-Unis et la majorité de leurs importations de pétrole brut peu sulfuré. "On pense, a-t-il dit, qu'au cours des 10 prochaines années ce taux atteindra 25 %. En conséquence, l'Afrique est déjà un partenaire stratégique des Etats-Unis, et elle finira par occuper une place beaucoup plus importante dans le commerce de ce pays."

Sur le plan politique, les relations entre les Etats-Unis et l'Afrique sont plus complexes, a indiqué M. Shinn. "Depuis l'intervention militaire en Somalie (1992-1994), les Etats-Unis hésitent à engager des troupes américaines dans des conflits africains. Même s'il est très improbable qu'un gouvernement Bush ou Kerry déploie des troupes en Afrique, MM. Bush et Kerry ont tous les deux menacé d'appliquer des sanctions supplémentaires au Soudan si le gouvernement de ce pays ne faisait rien pour maîtriser la situation au Darfour."

Selon lui, il y a un fait important à retenir: "Au cours des 12 dernières années, les gouvernements tant démocrates que républicain qui se sont succédés ont manifesté la volonté de former des soldats africains et de les équiper de façon à renforcer leurs capacités de maintien de la paix. Ainsi, le gouvernement Clinton a mis en oeuvre l'Initiative de réaction aux crises africaines (ACRI) que le gouvernement Bush a modifiée et renommée "African Contingency Training and Assistance Program" (programme ACOTA). Dans les deux cas, l'objectif visé est d'aider à répondre aux besoins de l'Afrique en matière de sécurité sans engager de troupes américaines."

En outre, MM. Bush et Kerry sont favorables au projet de création d'une force africaine permanente forte de 15.000 hommes qu'est en train d'étudier l'Union africaine. "Les deux candidats s'entendent également sur la nécessité de coopérer avec les organisations régionales telles que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Autorité intergouvernementale de développement et la Communauté de développement de l'Afrique australe pour régler les grands dossiers de sécurité en Afrique", a-t-il dit en conclusion.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 11/02/2004

"Hoops4Africa" va lancer une campagne de prévention du sida en Afrique

(Cette association a fait appel à de célèbres basketteurs américains à cet effet.) (750)

Par Emily Harter

Rédactrice du "Washington File"

Washington - L'association "Hoops4Africa" va envoyer au Kenya, en 2005, des joueurs professionnels de basket-ball qui auront pour mission d'user de leur influence en qualité de célèbres athlètes américains pour transmettre aux jeunes Africains un message sur l'importance de la prévention du sida.

Cette association, dont le siège est à Washington, a célébré son partenariat avec des basketteurs professionnels de l'Association

nationale de basket-ball (NBA) et de l'Association nationale de joueuses de basket-ball (WNBA) ainsi qu'avec la société "Land O'Lakes" spécialisée dans les produits laitiers, lors d'une réception organisée le 28 octobre dans un grand hôtel de Washington.

Au cours de leur voyage au Kenya en septembre 2005, 13 joueurs et joueuses de basket-ball mettront l'accent sur la nécessité de faire preuve de prévoyance pour vivre longtemps et de boire du lait pour être en forme. A l'heure actuelle, on compte en Afrique quelque 26 millions de séropositifs. L'an dernier, 2,3 millions de personnes, dont 470.000 enfants, sont mortes de cette maladie.

L'association "Hoops4Africa" est la création de M. Stéphane Békale, qui est originaire du Gabon et qui a immigré aux Etats-Unis où il a fait partie d'équipes universitaires de basket-ball. Il a décidé de créer son association après que le sida eut causé la mort de ses parents, en faisant appel à quelque deux cents basketteurs et joueuses membres de la NBA et de la WNBA, ainsi qu'à plusieurs sociétés implantées dans la région de Washington.

Au Kenya, des représentants de "Hoops4Africa" et l'équipe de basketteurs américains se rendront dans des écoles primaires et secondaires pour informer les adolescents de la prévention du sida, car cette maladie touche tout particulièrement les jeunes âgés de 15 à 26 ans, a indiqué la directrice de la division Développement international de la société "Land O'Lakes", Mme Kristin Penn.

L'une des grandes sociétés coopératives agricoles des Etats-Unis, la société "Land O'Lakes" joue un rôle dans le domaine du développement économique depuis une vingtaine d'années. Elle finance à l'heure actuelle des projets dans 9 pays africains en collaboration avec l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), notamment un projet destiné à améliorer le secteur laitier au Kenya.

"Land O'Lakes", a précisé Mme Penn, souhaite contribuer à la réduction de la faim chronique et de la pauvreté de la manière qu'elle connaît le mieux: en oeuvrant de concert avec des entreprises agro-alimentaires des pays africains et en établissant des partenariats avec des associations telles que "Hoops4Africa".

Afin d'aider cette association à atteindre son objectif, à savoir informer 2 millions d'Africains sur la prévention du sida et sur un bon régime alimentaire, a-t-elle dit, "Land O'Lakes" organisera des matchs de basket-ball dans des écoles de manière à attirer de nombreux spectateurs, et des basketteurs kényans participeront à certains de ces matchs.

Selon Mme Penn, l'arrivée des basketteurs de la NBA sera annoncée à la radio et à la télévision, lors de rencontres sportives et au cours d'interviews. Les grands organes d'information des Etats-Unis, en particulier les chaînes de télévision, relateront le voyage des basketteurs au Kenya.

"Dans le monde entier, et en particulier en Afrique, les basketteurs de la NBA sont tenus en grande estime. Nous savons que nous sommes sur la bonne voie et que notre action aura des effets importants", a déclaré pour sa part M. Gregory Shepard, de la société "HomeWorks Remodeling Assurance", qui parraine également "Hoops4Africa".

M. Shepard a fait état d'un projet semblable qui a eu lieu en Chine. Le célèbre basketteur chinois Yao Ming, qui fait partie de la NBA, s'est joint à une autre célébrité du basket-ball, Magic Johnson, qui est séropositif depuis 1991, pour parler de la prévention du sida dans un message publicitaire à la télévision chinoise.

Pour "Land O'Lakes" et "Hoops4Africa", le voyage de 5 jours des basketteurs de la NBA au Kenya ne constitue qu'un début. "Nous souhaitons, a dit Mme Penn, que des entreprises et des équipes de basket-ball du Kenya prennent ensuite le relais et qu'elles cherchent

à atteindre autant d'écoles que possible au cours d'une période d'un an pour transmettre ces messages."

"Hoops4Africa" a l'intention d'étendre son programme à d'autres pays africains. "Nous pensons que ce programme est très utile, a dit M. Sheppard. Il se peut que nous ajoutions d'autres sports tels que le cricket et le football."

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI203 11/02/2004

Une musulmane aide des Camerounais à comprendre l'islam aux E.-U.

(Asma Hasan tente de corriger les fausses idées reçues.) (550)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Une jeune écrivaine américaine d'origine pakistanaise, Asma Gull Hasan, a récemment eu l'occasion de corriger certaines idées erronées qui circulent au sujet de la vie des musulmans et de l'islam aux Etats-Unis. Agée de vingt-neuf ans, elle est notamment l'auteur de l'ouvrage intitulé "American Muslims: The New Generation" (Les musulmans américains: la nouvelle génération).

Le 28 septembre, lors d'une téléconférence organisée par l'ambassade des Etats-Unis au Cameroun et parrainée par le Bureau des programmes d'information internationale (IIP) du département d'Etat, elle a dialogué avec un groupe de journalistes et une soixantaine de responsables, enseignants, étudiants et membres d'associations féminines de Yaoundé, tous de confession musulmane. Les participants ont reçu un exemplaire d'une publication de l'IIP intitulée "La communauté musulmane aux Etats-Unis".

Une station de radio locale, "Magic FM", qui compte près de deux millions d'auditeurs, a retransmis la téléconférence dans le cadre de son programme musulman hebdomadaire.

Mme Hasan a déclaré à ses auditeurs que, malheureusement, la plupart des étrangers avaient une perception erronée de l'islam aux Etats-Unis, notamment des difficultés et des restrictions auxquelles se heurtaient les jeunes et les femmes. Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité, a-t-elle dit en indiquant qu'elle avait consacré la majeure partie de ces écrits, destinés aux publics tant étrangers qu'américain, à essayer de provoquer une discussion libre et franche des principes de l'islam et du rôle de la femme dans le monde moderne.

Reconnaissant les difficultés que doivent surmonter les musulmans aux Etats-Unis et dans le monde, elle a déclaré que chaque nouvelle génération de musulmans avait la responsabilité de corriger les idées fausses relatives à l'islam répandues dans le monde entier. Lors d'échanges francs sur des sujets controversés tels que les droits de la femme, la sexualité et le port du foulard, Mme Hasan a exhorté ceux qui partageaient sa foi à se préoccuper plus de ce qui pouvait unifier l'islam que de ce qui le divisait.

Elle a ensuite expliqué qu'elle était une musulmane fervente qui respectait les préceptes de sa foi. Les Camerounais ont été impressionnés par son "éloquence, son humilité, son ouverture d'esprit et sa capacité d'expliquer clairement son point de vue sans répondre aux propos parfois provocateurs de certains participants", a indiqué l'ambassade des Etats-Unis à Yaoundé.

Selon un rapport de cette ambassade, la communauté musulmane est en pleine expansion au Cameroun, et il importe que ces musulmans comprennent mieux l'islam aux Etats-Unis, mais cela ne

peut pas se faire en un jour et par le truchement d'un seul programme.

Mme Hasan, qui se décrit comme une musulmane américaine loyale, a beaucoup écrit sur la guerre contre le terrorisme. Lors de l'interview qu'elle a récemment accordée à un quotidien de sa ville, le "Pueblo Chieftain" (Colorado), elle a déclaré: "Je crois que la plupart des Américains ont l'esprit ouvert au sujet des musulmans. Mon objectif est de leur expliquer à quel point l'islam, tel qu'il est pratiqué par la majorité des musulmans du monde, est réellement tolérant et divers et de souligner que les musulmans aussi souffrent lorsqu'ils voient leur religion détournée par les sectes les plus violentes."

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat.

Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)